

Avenir des retraites : amplifier la mobilisation !

Le 29 mars a été une journée de manifestations dans toute la France. Appelée par la CGT, la FSU et l'Union syndicale Solidaires, cette journée a été une première étape de mobilisation alors que le gouvernement confirmait son projet d'augmenter encore la durée de cotisation. Celle-ci ne cesserait d'ailleurs jamais de croître puisqu'il est prévu que les deux tiers des gains d'espérance de vie à 60 ans soient transformés en allongement de la durée de cotisation. Le Medef a d'ailleurs annoncé la couleur puisqu'il veut porter celle-ci à 45 ans.

Contrairement à ce qu'affirme le gouvernement, le choix n'est pas entre baisser le montant des pensions ou augmenter la durée de cotisation. D'abord, parce que l'augmentation de la durée de cotisation entraîne une baisse du niveau des pensions par rapport aux salaires. Alors que les jeunes rentrent de plus en plus tard sur le marché du travail et que 6 salarié sur 10 sont hors emploi au moment de faire valoir leur droit à la retraite, ce nouvel allongement de la durée de cotisation aboutirait à baisser encore le niveau des pensions par rapport aux salaires. Ainsi, la pension moyenne représente aujourd'hui 72 % du salaire moyen. Elle ne sera plus, selon le Conseil d'orientation des retraites (COR), que de 65 % en 2020 et de 59 % en 2050.

Ensuite, parce qu'il est possible de financer nos retraites en augmentant les cotisations patronales et en diminuant, même légèrement, la part des profits redistribués comme dividendes aux actionnaires. Celle-ci a explosé ces dernières années alors même que l'investissement stagne et que le pouvoir d'achat recule. Alors que la part des salaires dans la valeur ajoutée, la richesse créée par les salariés dans les entreprises, a baissé de 10 points depuis un quart de siècle, il est temps d'imposer un rééquilibrage en s'attaquant aux profits financiers des entreprises.

Un nouvel allongement de la durée de cotisation est d'ailleurs d'autant plus inacceptable que les conditions de travail ne cessent de se détériorer. Développement du stress au travail, apparition de nouvelles pathologies, souffrance de beaucoup de salariés, tout cela rend la perspective de travailler plus longtemps insupportable.

Après le 29 mars, il faut passer à une étape supérieure pour obliger le gouvernement à revoir sa copie et imposer des solutions alternatives. Il est de la responsabilité des organisations syndicales de proposer, dans l'unité, de nouvelles étapes de mobilisations. Si nous voulons éviter une nouvelle régression sociale, il faut, face à un gouvernement déterminé, faire preuve d'une détermination plus grande encore.

Le 2 avril 2008